



Paris, le 9 Décembre 2005

INTERVENTION DE FRANÇOIS SOULAGE LORS DE LA RÉUNION ORGANISÉE PAR ODIS FRANCE

LE 6 DECEMBRE 2005

FINANCE SOLIDAIRE ET TOURISME

Dans son intervention initiale, le Directeur général Monsieur Christian Manteï, avait considéré que le lien entre la finance solidaire et certaines formes de tourisme est naturel quand il s'agit d'un tourisme de développement local, d'un tourisme à la recherche d'un partenariat local, enfin, de projets économiques qui s'inscrivent dans le temps et recherchent des capitaux patients.

LE BUT RECHERCHÉ PAR ODIS ÉTAIT :

- Donner du tourisme solidaire une définition Nord/Nord face à une définition Nord/Sud.
- Démontrer que des liens peuvent exister entre la finance solidaire et ce type de tourisme.
- Montrer que la finance solidaire pourrait renforcer l'offre touristique locale qui, sans elle, ne pourrait pas se développer.
- Indiquer que la finance solidaire, du fait de la dimension réduite des projets, était particulièrement bien adaptée et qu'il n'y a pas que des investissements lourds dans le domaine du tourisme.

CE BUT A-T-IL ÉTÉ ATTEINT ?

Nous avons constaté à travers les exemples présentés, la pertinence de cette analyse. Nous avons constaté que, sans la finance solidaire, et en particulier La NEF, ces projets n'auraient pas pu exister.

Nous avons aussi constaté l'intérêt porté par les autorités publiques qui sont venues nombreuses.

Mais il faut aussi noter beaucoup d'autres points positifs :

1. Cette journée a confirmé combien le secteur du tourisme était dispersé, hétérogène, quant à ses buts et quant à ses moyens. Elle a révélé aussi, à travers les exemples présentés, la difficulté de la montée en charge des projets présentés qui étaient des exemples de tourisme solidaire Nord/Nord. Les difficultés n'ont pas été masquées et en particulier celles tenant au financement de ces projets. Pour une part la responsabilité des banques est engagée, mais aussi celle des autorités publiques qui ne font pas montre d'une capacité

de mise en relation suffisante des projets avec d'éventuels financeurs. Si la finance solidaire est beaucoup intervenue, elle le fait souvent pour pallier la défection soit de finances classiques soit de finances publiques.

2. Cette journée a révélé la nécessité absolue de faire un lien beaucoup plus important entre la finance solidaire et la finance traditionnelle, en particulier dans le domaine qui nous a intéressé ici, celui du tourisme dans des unités de petite dimension.

Mais cette journée a posé plusieurs questions

1. La première concerne le lien entre les acteurs du tourisme solidaire Nord/Nord et les pouvoirs publics. Il me semble indispensable que ces acteurs travaillent beaucoup plus en réseau pour avoir plus d'influence. Je voudrais souligner la place que pourrait jouer l'UNAT à travers ses sections régionales pour permettre à ces acteurs de petite dimension porteurs de projets utiles voir nécessaires pour le développement, d'exister dans un rapport équilibré avec les pouvoirs publics, en particulier régionaux.

Ces sections de l'UNAT pourraient aussi permettre d'accéder à une plus grande expertise et développer des échanges avec l'extérieur.

2. Je me pose une autre question en tant que responsable de l'IDES (Institut de Développement de l'Economie Sociale et Solidaire). Elle concerne la question des fonds propres. Un projet ne peut réellement se développer s'il doit reposer, comme cela été le cas dans les exemples présentés, sur l'impossibilité pour le créateur de se rémunérer. Le rôle des fonds propres est d'assurer à une entreprise en création les deux ou trois années de pertes d'exploitation auxquelles, nécessairement, elle est exposée. Le créateur doit pouvoir se rémunérer pendant cette période même si, et cela est normal, l'entreprise de son côté est en perte. C'est le rôle du capital-risque d'assumer la couverture financière de cette période. La banque ne le peut pas. Elle est responsable de la garantie du dépôt des épargnants. Une banque ne peut pas aller au-delà d'un niveau modeste de prise de risque.
3. La question du financement de l'hébergement a occupé aussi une large place dans les débats. Elle doit être traitée de manière séparée de la question du financement de l'exploitation. Dans les projets qui nous ont été présentés, la place des collectivités publiques est apparue dominante. Elle en est de même au sein de l'UNAT pour la construction et le développement de nos villages de vacances. Nous faisons largement appel aux collectivités publiques, aux subventions de l'État, de la région, des départements, au concours des bailleurs sociaux. Si le tourisme solidaire Nord/Nord accepte de travailler en réseau, cette question du financement de l'hébergement sera une question essentielle. L'UNAT est prête à prêter son concours.

EN CONCLUSION

- Il est indispensable de se constituer en réseaux pour pouvoir se soutenir et probablement réaliser des économies d'échelle.
- La mise en marché est essentielle et nous sommes prêts à organiser cette mise en marché à travers les catalogues et les brochures diffusés par l'UNAT et ses adhérents sur le modèle de ce que nous avons déjà réalisé pour le tourisme solidaire Nord/Sud
- Enfin, il paraît indispensable de provoquer de manière plus systématique la rencontre entre des projets de tourisme de petite dimension et les financeurs solidaires. C'est au sein des UNAT Régionales avec les autres partenaires de l'économie sociale et solidaire que des liens pourront se nouer, en particulier par l'intermédiaire des CRESS.